



A la veille des élections européennes Pour une mobilisation du vivre ensemble face à la montée des intolérances

*Présentation de l'appel des associations du Vivre Ensemble
Conférence de presse – 20 mai 2014*

Les associations du Vivre Ensemble

Les présidents de six grandes associations de solidarité - ATD Quart Monde, le CCFD – Terre solidaire, La Cimade, Emmaüs France, Médecins du Monde et le Secours Catholique – Caritas France - se retrouvent depuis plusieurs années pour échanger sur les sujets relatifs à la politique d'immigration et d'asile, sur la montée des phénomènes d'intolérance voire de xénophobie, et plus généralement sur les phénomènes d'exclusion et de marginalisation des minorités.

Des initiatives communes ont été prises au fil de l'actualité : des actions de plaidoyer en 2011, lors du projet de loi Besson sur l'immigration, la publication du livre « Nous pouvons vraiment Vivre ensemble » en 2012, sous la signature des présidents ; Plusieurs tribunes de presse ont été cosignées et divers rendez-vous organisés avec les ministères (notamment le ministère de l'Intérieur) ; Le groupe a été reçu par le Président de la République en septembre 2013.

Pourquoi ce groupe ?

Nos six associations ont bien des points communs : des réseaux nationaux alliant le très fort engagement de bénévoles à celui de professionnels, un projet associatif visant à développer des actions concrètes de solidarité tout en s'attaquant aux causes mêmes de la pauvreté et des exclusions, des valeurs et des références proches sinon communes.

Sur le terrain, les collaborations concrètes sont souvent anciennes entre équipes, bénévoles ou militants de nos associations.

Nos associations sont présentes dans bien d'autres réseaux communs, comme le collectif Alerte ou d'autres lieux de coordination associative spécifique à tel ou tel thème.

Elles sont toutes également investies dans des réseaux européens et internationaux qui leur donnent une vision large des enjeux et des conséquences des politiques menées par l'Union Européenne ou par ses membres.

Notre conviction s'est forgé qu'une plus grande proximité dans l'action et le plaidoyer est un atout important pour démultiplier notre capacité à défendre et faire vivre concrètement nos valeurs communes, dans nos réseaux respectifs, dans l'opinion, et auprès des pouvoirs publics nationaux et européens.

Nos mouvements ont un rôle et une responsabilité à assumer collectivement pour que les valeurs du Vivre Ensemble restent bien celles qui structurent le quotidien de notre société.

Pourquoi cet appel aujourd'hui ?

A la veille des élections européennes, nous avons estimé nécessaire de nous exprimer ensemble :

Depuis trop longtemps, les "forces" et les exigences éthiques sont étouffées par des discours et des pratiques entretenant un climat de méfiance et de peurs.

Le contexte économique et social favorise la perte de repères. Les expressions d'exclusion, de racisme, d'antisémitisme se banalisent. Comme toujours dans l'histoire, la figure de « l'étranger indésirable » sert de bouc émissaire. Les préjugés et les propos mensongers visant à mettre les étrangers en opposition et/ou en concurrence avec les citoyens français se répandent dangereusement.

La France n'est malheureusement pas la seule concernée, si l'on en juge par la montée des thèses xénophobes dans la plupart des pays d'Europe.

Or nous sommes convaincus qu'une majorité de citoyens de ce pays sont fidèles et profondément attachés à la justice, aux valeurs de liberté et d'égalité, et sont prêts à s'engager pour que la Fraternité affichée aux frontons de nos mairies se concrétise par des actes concrets.

C'est pour cela que nous avons décidé de nous exprimer fortement ! Nous ne devons plus laisser les thèses d'exclusion empoisonner l'espace public ! Le temps est à la prise de parole et à l'action de tous ceux qui veulent promouvoir ces valeurs de solidarité et d'hospitalité, et qui veulent nourrir la société et l'Europe d'une vision plus fraternelle, plus juste, plus accueillante aux vulnérables.

A l'occasion des élections européennes, nous appelons à la mobilisation pour défendre les principes du « vivre ensemble » : les réactions de peur et de fermeture sont autant de menaces pour le projet européen lui-même que pour la politique de l'Union Européenne sur les questions de l'asile et de la politique migratoire dont la visée sécuritaire pourrait encore être renforcée.

Nous sommes convaincus que la poursuite du projet européen n'aura de sens que si elle se fait autour de cet axe : faire de notre continent un exemple du Vivre ensemble. Nous avons été capables de nous unir au-delà de nos différences, nous sommes capables de le rester en intégrant ceux qui nous rejoignent d'ailleurs en aspirant à une vie meilleure.

Une mobilisation dans la durée

Au-delà du 25 mai, nous en appelons à une mobilisation qui doit s'inscrire dans la durée.

Nous mobiliserons nos réseaux ensemble pour nous opposer et refuser tout acte ou propos stigmatisant ; pour déconstruire les idées mensongères et injustes ; pour inciter les gens à se rencontrer et découvrir au-delà des clichés et des idées toutes faites tout l'apport et toutes les richesses de la diversité ; pour appeler à une politique qui s'attaque aux causes de l'exclusion et de la marginalisation des migrants

Nous voulons agir dans la durée pour renouer avec la justice et les valeurs du vivre ensemble.

Le combat à mener pour contrecarrer les tendances lourdes du repli sur soi, de la méconnaissance et des préjugés sera long. Le mouvement auquel nous appelons a vocation à s'élargir et réunir autour de lui un large éventail d'organisations et de personnalités.

Des exigences fortes sur la politique européenne à l'égard des plus fragiles

Notre intervention commune porte sur les valeurs, sur ce refus de la tentation du repli nationaliste qui favorise la montée des thèses d'exclusion.

Mais nous avons aussi chacun des demandes concrètes : à l'occasion des élections européennes, chacune de nos associations a développé un plaidoyer et des actions propres, pour pousser et faire avancer tel ou tel aspect de la politique européenne afin que soit construite une Europe plus juste, plus solidaire, plus fraternelle.

Nous avons des champs d'intervention complémentaires les uns aux autres, et il est logique que nos revendications respectives s'ajoutent les unes aux autres.

Nous n'avons donc pas fait un catalogue de revendications communes, mais avons choisi d'exposer aujourd'hui chacun un thème de nos plaidoyers respectifs.

Ces six thèmes, parmi d'autres, traduisent en projet et en revendication concrète les exigences que nous portons ensemble d'une société européenne ouverte et juste.